

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 3

Artikel: A propos de la révolution roumaine
Autor: Dumitrescu, Dan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344983>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A propos de la révolution roumaine

par le docteur ès sciences Dan Dumitrescu*

« Généralement, celui qui occupe le terrain le premier et attend l'ennemi est en position de force ; celui qui arrive sur les lieux plus tard et se précipite au combat est déjà affaibli. »

SUN TZU

Pour ce qui regarde les pays d'Europe de l'Est, l'année 1989 représente certes le début d'une « déstalinisation » savamment orchestrée depuis la mégapole rouge. Principale raison : la situation catastrophique – domaine militaire excepté – des pays communistes. Les seuls responsables : en URSS, Staline et éventuellement Brejnev ; dans les « démocraties populaires », les dirigeants staliniens des partis communistes et leurs acolytes. Mais, comme on devait s'y attendre, le système communiste n'est nullement remis en cause. Pour une raison fort simple : théoriquement, le communisme reste malgré tout supérieur au capitalisme. Et la démonstration pratique de cette supériorité sera faite prochainement. Pendant le cinquième millénaire, au plus tard !

En attendant, les « démocraties populaires » d'Europe essaient de se débarrasser (pacifiquement) de leur deuxième génération de dinosaures communistes staliniens. Parce que Gorbatchev a un faible pour les dirigeants (communistes) « jeunes » et pour la démocratie (socialiste). C'est pourquoi les Kadar, les Honecker et autres Jivkov ont saisi à temps (!)

l'essentiel de la nouvelle pensée gorbatchévienne et ont quitté « volontairement » leurs postes de commande. D'aucuns reposent en paix définitivement (Kadar), d'autres attendent d'être jugés pour « haute trahison » (Honecker, Jivkov, etc.). Et cela après avoir été pendant des décennies « les fils les plus aimés » de leurs peuples ! Des peuples qui, vivant pendant plus de quarante années sous la dictature du prolétariat, ont purement et simplement horreur du communisme. Il n'empêche, les pays de l'Est resteront encore longtemps dans le giron de Moscou. Pacte de Varsovie et CAEM (= COMECON) obligent !

« Ceaușescu et le peuple »

Ce fut un des slogans répétés continuellement en Roumanie pendant un quart de siècle. Moins par les Roumains rassemblés de force à l'occasion de très nombreux meetings d'« adhésion totale » apportée au « génie des Carpates » que par les énormes voix des haut-parleurs diffusant les slogans

* Citoyen roumain, réfugié politique.

enregistrés sur bande magnétique. Une terrible police politique, la *Securitate*, était omniprésente. Elle ne semait que douleur, malheur, terreur et horreur. Ceaușescu, produit typique d'un système immonde, le communisme, régnait en maître absolu sur une nation exsangue. Grâce à des opérations de désinformation massive, il réussit à se créer pendant plus de 15 ans une image «de marque» auprès des principaux dirigeants occidentaux (Charles de Gaulle, Golda Meir, Richard Nixon, Gerald Ford, Jimmy Carter, la reine Elisabeth II, Itzhak Shamir, Simon Peres, le pape Paul VI, Helmut Kohl, etc.). Sa muse, Elena, la «savante» analphabète, se vit conférer un très grand nombre de titres scientifiques par plusieurs universités de renommée mondiale.

«Voyez-vous, camarades, disait Ceaușescu¹, je suis communiste depuis l'âge de quinze ans. Le communisme représente tout pour moi dans la vie. Je n'ai jamais fait et je ne ferai jamais de compromis idéologiques.» Sans doute a-t-il agi en communiste quand il ordonna, entre autres, de mener à bien son opération de politique extérieure la plus secrète, classée sous le nom de code Horizon, dont le but était d'obtenir pour le régime de Bucarest le soutien politique, financier et technologique de l'Occident (voir *Horizons rouges*, par le général Ion Mihai Pacepa, *Presses de la Cité*, 1988, p. 14). Et on ne peut guère nier ses quelques grands succès en matière de désinformation. En revanche, ce qu'on

discerne moins bien, c'est le mutisme des ambassades occidentales à Bucarest, les seuls postes d'observation en territoire «ennemi» censés décrypter, ne fût-ce qu'en partie, les «exploits» de l'ex-secrétaire général du Parti communiste roumain. Une exception toutefois: le livre *Pinstripes and Reds* (Solous Foundation Press) écrit par l'ambassadeur des Etats-Unis David B. Funderburk, en poste à Bucarest de 1981 à 1985.

Particularités de la situation politique de la Roumanie

Par rapport aux autres pays de l'Est, la Roumanie se singularisait par au moins six «éléments» essentiels:

1. Son système répressif, l'un des plus fantastiques qui aient jamais existé, absolument toute la population du pays étant soumise à un régime de haute surveillance policière. Ceaușescu lui-même était fier de ses prouesses: *un pourcentage d'un agent de sécurité pour quinze personnes*².

Les Roumains, eux, ont eu vent de la répression sanglante des grèves aux mines de Valea Jiului (1977), des émeutes de Brașov (1987), etc. Ils savaient également que les prisons étaient bourrées de prisonniers politiques. Partant, aucune opposition structurée et efficace n'a pu s'établir durablement en Roumanie.

^{1,2} *Horizons rouges* par Ion Pacepa. *Presses de la Cité*, Paris, 1988.

2. La collaboration très étroite de l'Eglise orthodoxe roumaine avec le régime communiste.

3. Les conséquences catastrophiques pour le peuple dues au fait que la mégalopole rouge distribua à Ceaușescu le rôle du «contestataire» dans le cadre du bloc soviétique. Parmi les principaux thèmes de la partition figurèrent : les relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël (après la guerre des Six Jours, en 1967) et le Chili (après la chute du marxiste Salvador Allende, le 11 septembre 1973); les relations amicales avec la Chine de Mao; la non-reconnaissance du régime pro-vietnamien mis en place au Cambodge (1979); la participation de la Roumanie aux JO de Los Angeles (1984), etc. Ainsi Ceaușescu fut-il (presque) couvert de gloire! «Ce n'est pas sans raison qu'on l'a surnommé le «De Gaulle de l'Est»», écrivait dans un moment d'heureuse inspiration un journaliste de *La Liberté* (28 mai 1973).

4. Les projets insensés d'industrialisation massive du pays ont plongé la Roumanie dans le marasme économique; une dette extérieure faramineuse fut «remboursée» en un temps record non pas en devises étrangères mais en produits agro-alimentaires, produits pétroliers, etc. D'où l'alimentation «scientifique» prônée et imposée au malheureux peuple roumain, les rationnements aberrants de la lumière et de la chaleur dans les logements, les hôpitaux, etc.

5. La destruction des villages roumains, opération conçue comme étant «des programmes d'organisation et d'aménagement du territoire, des localités de la patrie» (!). Une «opération» qui en fait avait pour but le déracinement des paysans. Une fois déplacés dans des HLM (sans eau courante ni chauffage), les paysans pouvaient être aisément surveillés du matin au soir.

6. «L'homogénéisation de notre société socialiste, la formation, en perspective, du peuple travailleur unique», voilà le beau rêve de Ceaușescu qui œuvrait infatigablement afin de crétiniser le peuple roumain, et cela au nom de la prétendue «démocratie ouvrière-révolutionnaire». En réalité, il n'a réussi qu'une seule et unique chose (s'il en était besoin!): pousser à son paroxysme la haine du communisme.

La révolution roumaine de décembre 1989

A la différence des révolutions pacifiques faites par les autres pays de l'Est en 1989, la révolution roumaine a dégénéré en tuerie. Une tuerie dont les sinistres artisans furent une fois de plus les professionnels de la *Securitate*, les mercenaires de Ceaușescu.

La chute du dictateur communiste roumain était-elle prévisible?

Certes, le peuple l'attendait impatiemment depuis fort longtemps, mais Ceaușescu a su et a pu se créer une «belle» image en Occident. Ce qui lui a permis d'affermir encore plus son

pouvoir. Cependant, au début des années quatre-vingt, les Occidentaux lâchèrent petit à petit le «génie des Carpates». Un grand mérite en revint au président François Mitterrand, profondément choqué par les agissements meurtriers de Ceaușescu en France (l'affaire Goma-Tănase)³.

D'autre part, l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en mars 1985 marquera le début d'une nouvelle «époque», celle du néo-communisme, caractérisée par ce que nous appellerons la doctrine de la «démocratie limitée/surveillée». Ainsi, dès le 18 décembre 1987, les secrétaires généraux des PC est-européens⁴ furent limogés: G. Husak, et plus tard son remplaçant M. Jakes (en Tchécoslovaquie), J. Kadar et ensuite K. Grosz (en Hongrie), E. Honecker et son dauphin E. Krenz (en RDA), T. Jivkov (Bulgarie). Mais pas l'inamovible Nicolae Ceaușescu qui, à l'occasion de son 70^e anniversaire (en 1988), reçut à Bucarest, des mains de Gromyko... l'Ordre de Lénine!

Il est évident que, dès le début de l'année 1989, la Roumanie fut isolée même dans le cadre de la «famille socialiste». Exemple: la Commission des droits de l'homme a condamné le 9 mars la Roumanie pour «graves violations des libertés fondamentales»; l'URSS, la Bulgarie et la RDA n'ont pas participé au vote!

Depuis 1986, Gorbatchev et Ceaușescu se sont rencontrés au moins à sept reprises (cinq fois à Moscou et deux fois à Bucarest); mais ce qui nous

paraît très important, c'est qu'aux festivités consacrées au 40^e anniversaire de la création de la RDA, organisées à Berlin-Est les 6 et 7 octobre 1989, Ceaușescu n'a rencontré que cinq dirigeants communistes (E. Honecker, T. Jivkov, le Vietnamien Nguyen Van Linh, le Sud-Yéménite Ali Salem El-Beida et Yasser Arafat). Ni Gorbatchev, ni les autres dirigeants des pays «frères» ne rencontrèrent Ceaușescu! Cet isolement presque total n'était pas de bon augure.

De même, à l'occasion d'une rencontre avec les chefs des délégations étrangères qui ont participé aux travaux du XIV^e Congrès du Parti communiste roumain (20-24 novembre 1989) et après avoir critiqué le Pacte Molotov-Ribbentrop dont les «prévisions ont nui, à l'époque, à certains peuples d'Europe», Ceaușescu fit une remarque pour le moins «incendiaire»: *«C'est pourquoi l'humanité est très attentive aujourd'hui à un éventuel nouvel accord entre les USA et l'Union soviétique au détriment d'autres peuples. (...) que cet accord soit considéré comme erroné et que lui et ses prévisions soient annulés officiellement, inclusivement ses prévisions secrètes (...) Il nous faut comprendre*

³ *J'ai refusé de tuer* par Matei Pavel Haiducu. Plon, Paris, 1984.

⁴ Gustav Husak, «promu» président de la Tchécoslovaquie, présenta sa démission le 10 décembre 1989; le général Wojciech Jaruzelski «renonça» à sa fonction de Premier secrétaire du CC du POUP et fut élu président de la Pologne.

que les problèmes mondiaux (...) ne peuvent être résolus par deux puissances seulement.»⁵

Après le sommet Bush-Gorbatchev tenu au large de Malte les 2 et 3 décembre 1989, Ceașescu rencontra le 4 décembre à Moscou, et pour la dernière fois, les dirigeants des États parties au Traité de Varsovie. Le même jour eut également lieu une entrevue Gorbatchev-Ceașescu. Le communiqué de l'Agence roumaine de presse – Agerpres – consacré à cet entretien suggère indubitablement de très graves dissensions entre les deux leaders: «La rencontre a donné lieu à un échange ouvert d'opinions et s'est déroulée dans une atmosphère de camaraderie.»⁶ Décidément, pour Ceașescu, la dictature communiste «à visage humain» n'était pas une voie à suivre. Partant, la chute du dictateur roumain paraissait assez proche.

Etapas de la révolution roumaine.

La première étape commença par les émeutes du 16 décembre à Timișoara, puis en d'autres villes, et s'acheva dans la soirée du 22 décembre, quand fut constitué à Bucarest le Conseil du Front du Salut national. *Buts*: le renversement du clan Ceașescu, de sa dictature atroce et l'instauration d'un régime néo-communiste (à la sauce gorbatchévienne). *Forces essentielles*: l'armée roumaine qui reçut l'ordre de fraterniser avec le peuple révolté (à l'encontre de l'armée populaire chinoise qui, elle, reçut le 4 juin 1989 l'ordre de tirer sur la foule!); mais un rôle capital fut certainement tenu par

l'«embryon» du CFSN – le futur bébé de la révolution – et ses quelques «relations» cultivées dans l'entourage de Ceașescu. Du reste, sans la collaboration loyale et généreuse de certaines personnalités «ceașistes», l'armée roumaine et ses commissaires politiques n'auraient jamais fraternisé avec le peuple. En fait, l'analyse attentive du sténogramme de la séance du Comité politique exécutif du Comité central du PCR du 17 décembre 1989⁷, présidée par Ceașescu, confirme l'existence d'au moins deux «collabos» d'un CFSN encore à l'état embryonnaire. Pourquoi cette séance? Pour critiquer véhémentement les généraux V. Milea (ministre de la Défense nationale), T. Postelnicu (ministre de l'Intérieur) et I. Vlad (commandant des troupes de la *Securitate*) qui, pour réprimer les manifestants de Timișoara, ont envoyé des militaires... non armés! Ainsi ont-ils enfreint l'ordre donné par Ceașescu de tirer sur la foule, ordre qu'il a répété par quinze fois (!) dans la nuit du 16 au 17 décembre 1989. En vain! Les généraux n'avaient pourtant pas «compris»... l'essentiel, à savoir que leurs troupes auraient dû être armées. «En ma qualité de commandant su-

⁵ Actualités roumaines, XII, 47-48 (608-609) du 1^{er} décembre 1989.

⁶ Ibid., XII, 49 (610) du 8 décembre 1989.

⁷ România liberă du 10 janvier 1990. Nous remercions vivement M. Șerban Căpitănescu (de Sion) pour nous avoir fait parvenir ce document (qui par endroits suggère un «montage»!).

prême, je considère que vous avez trahi les intérêts du pays, du peuple et du socialisme, dit Ceaușescu. (...) A partir de ce moment, si le Comité politique exécutif est d'accord, nous destituons le ministre de la Défense nationale, le ministre de l'Intérieur et le commandant des troupes de sécurité. Dès maintenant, je prends les commandes de l'armée (...) Je n'ai plus confiance en ces gens-là. Vous savez ce que je devrais faire; tout simplement vous envoyer devant le peloton d'exécution! Vous méritez cela car vous avez pactisé avec l'ennemi!» De quel «ennemi» parlait-il? De ceux d'Est et d'Ouest «qui se sont unis pour détruire le socialisme parce qu'ils veulent d'un «socialisme humain de type capitaliste»».

Les trois généraux ont cependant gardé leurs postes et pris des engagements solennels d'exécuter (enfin) l'ordre de Ceaușescu, assez circonspect par ailleurs: «Quelle garantie ai-je que vous n'agirez pas comme auparavant?» A partir du 17 décembre, au soir, on a effectivement tiré sur les manifestants, à Timișoara et dans d'autres villes de Roumanie.

Toujours est-il que le 22, à dix heures, on a officiellement annoncé le «suicide» du ministre de la Défense nationale et Ceaușescu décréta l'état d'urgence sur tout le territoire de la Roumanie. Vers 12 h 15 il prit la fuite à bord d'un hélicoptère et à 22 h 35 les généraux I. Vlad, participant à la séance du 17 décembre, et St. Gușe, chef du grand état-major dépêché à Timi-

șoara pendant les troubles, furent élus membres du... CFSN!

En tout état de cause, le caractère néo-communiste du CFSN ne pouvait aucunement être contesté: I. Iliescu⁸, membre du CC du PCR de 1968 à 1984; N. Militaru, ancien membre du CC du PCR, limogé par Ceaușescu pour espionnage au profit des Soviétiques; S. Celac, ex-interprète de Ceaușescu; S. Brucan⁹, ancien rédacteur en chef de l'organe du PCR, *Scântea* (=l'Étincelle) et ministre des communistes roumains aux États-Unis, de 1956 à 1961; N. M. Nicolae, colonel des services roumains de renseignements et ex-ambassadeur de Ceaușescu à Washington, etc.

La deuxième étape de la révolution: du 22 décembre 1989 au 9 février 1990, date qui correspond à la création d'un «Conseil provisoire d'union nationale» (CPUN). *Buts*: le renforcement du pouvoir conquis par le CFSN. *Forces essentielles*: l'ancienne nomenclatura communiste, ses très nombreux activistes et la TV, gigantesque «engin» de manipulation, mais aussi une opposition de plus en plus structurée bien que sujette à des attaques

⁸ Dans l'ouvrage *Who's Who in the Socialist Countries of Europe* (1989), 2^e vol., on peut lire à la page 466: «*Iliescu is rumored to be Gorbachev's choice of successor to lead the RCP.*» C'est cela prophétiser l'avenir!

⁹ «Démocrate» chevronné, qui affirme que «dans la société, la lutte des classes constitue un facteur politique décisif» (!). *Temps nouveaux*, 7, 13-19 février 1990, p. 17).

furibondes des néo-communistes lancées conformément aux vieilles méthodes propres à la dictature du prolétariat.

L'inclination innée du CFSN pour la démocratie (socialiste) est mise en évidence sans ambages dès son premier communiqué: «En ce moment crucial, nous avons décidé de nous constituer en un Front du Salut national, qui s'appuie sur l'armée roumaine et qui regroupe toutes les forces saines du pays...»¹⁰ Par conséquent, tous ceux qui ne font pas partie du FSN doivent être considérés comme étant des forces «malsaines»! Voilà la belle trouvaille drapée de la toge d'une «démocratie»... totalitaire. On ne parle point du PCR car gravement compromis alors que toutes ses «forces saines» se sont illico travesties en membres du FSN. Le nom du pays n'est plus «R. S. de Roumanie», mais Roumanie. L'appellation familière de «camarade» est remplacée par «madame» et «monsieur». La «milice» a changé de nom, désormais c'est la «police». On accepte aussi la constitution des partis politiques dont certains ont même le droit de ne pas appuyer le programme du FSN. La presse est vraiment libre de critiquer... Ceaușescu sans pour autant omettre de souligner continuellement le caractère «populaire» et surtout «spontané» de la révolution pendant que la TV roumaine – dont la tâche primordiale fut de diffuser les images du célèbre charnier de Timișoara et de la révolution – semble être

de plus en plus libre de soutenir héroïquement les sympathiques dirigeants du CFSN et leur programme.

Un programme qui stipule, entre autres, «la promotion d'une idéologie humaniste et démocratique, des valeurs authentiques de l'humanité, l'élimination du mensonge et de l'imposture»¹¹. Que de paroles creuses quand on connaît l'idéologie (communiste) et les pratiques (totalitaires)¹² du CFSN! Dans tous les discours prononcés, ses dirigeants vitupèrent leur ex-Dieu et certains de ses acolytes, mais ne font jamais allusion à la dictature communiste (instaurée en Roumanie le 30 décembre 1947) dont Ceaușescu et son prédécesseur Gheorghiu-Dej furent les produits les plus typiques. D'autre part, les dirigeants néo-communistes de Bucarest se sont bien gardés de dissoudre réellement la tristement célèbre *Securitate*, pilier intangible de la nouvelle «démocratie surveillée». Ses innombrables collaborateurs seront toujours utiles pour épier l'opposition, pour assurer la victoire du FSN lors des prochaines élections, «vraiment libres»!

La troisième étape: du 9 février au 20 mai 1990, date des élections «li-

¹⁰ Actualités roumaines, *XII*, 1 (612) du 28 décembre 1989.

¹¹ Ibid., *XII*, 2 (613) du 30 décembre 1989.

¹² *Rudolement des leaders de l'opposition, saccage d'une trentaine de sièges des partis «historiques» pendant et après la contre-manifestation imposée le 29 janvier par le CFSN.*

bres», le pays est dirigé par le CPUN, un «mini-parlement» dont la structure est fort significative: une moitié des sièges est accaparée par le FSN tandis que 37 partis politiques et mouvements doivent se contenter de l'autre moitié (!). *Buts*: la consolidation (dans une atmosphère pseudo-démocratique) du pouvoir conquis par le FSN; la légitimation de son rôle dirigeant; mettre en condition la population pour les élections du 20 mai. *Forces essentielles*: l'ancienne nomenklatura communiste revigorée; les troupes de la *Securitate* «injectées» dans l'armée; les anges gardiens de la démocratie (socialiste) qui sont ces

braves agents de la police secrète; la foule d'activistes professionnels («ceauşistes») passés maîtres dans l'art d'organiser les manifestations «spontanées»; la TV, la radio, etc.; l'opposition, tolérée uniquement pour servir de décor figuré, indispensable à la «démocratie surveillée». Alors que pendant la révolution des centaines de héros ont payé de leur vie la folle audace de lutter sans armes contre la dictature communiste. A ceux-là s'ajoutent les millions de gens tués, incarcérés, torturés, estropiés physiquement et psychiquement par les 42 années de communisme en Roumanie et ailleurs. Dn Du

Anatomie d'un montage

Le professeur Gaudard a coutume de dire que les semi-vérités sont bien plus efficaces que les mensonges les plus qualifiés.

En effet, rien ne sert de les rectifier ni de les démentir. La seule chose que vous puissiez faire encore, c'est d'attirer l'attention sur des différences, voire des contradictions éloquentes: le même texte de l'agence BRRI, publié dans la *Liberté* et la *Tribune de Genève* du 1^{er} février, présente une douzaine de différences, sous la même signature et sans compter les titres. Le journalisme «indépendant» admettrait-il que les rédactions-clientes manipulasent sa prose? Et, s'il le tolère, ne serait-ce pas parce qu'il en fait de

même des déclarations qu'il recueille?

On peut aussi faire remarquer que la déclaration fracassante qui est reproduite en *quelques lignes* dans le montage est le reliquat d'une *interview de deux heures*. Il est vraisemblable que, au vu de ce qui précède, ces dires aient été remaniés et, bien sûr, sortis de leur contexte pour les monter en épingle.

Pourquoi ne pas l'avoir publié en février? – Il faut savoir laisser passer la vague, même vaguelette: le 20 du mois passé, la *Suisse* et le *Journal de Genève* en faisaient encore des gorges chaudes, trois semaines après (ce qui fait un délai de réflexion respectable pour des quotidiens)!

Colonel EMG Ducotterd